

17^E À GAUCHE !

LE JOURNAL DES SOCIALISTES



N° 6. novembre-décembre 2010

Ternes - Monceau - Batignolles - Epinettes

Édito

La jeunesse a maintes raisons de se révolter, et saisir l'enjeu de la sauvegarde de la retraite à 60 ans pour descendre dans la rue a pu paraître un choix étonnant.

Pourtant, les jeunes ne manquent pas de lucidité. Ils sont scandalisés par la dette publique colossale léguée par leurs aînés et n'ignorent pas qu'à l'inverse de celui des seniors, le taux de pauvreté des jeunes générations s'accroît.

Leurs soucis majeurs sont l'emploi et les études. Si l'école est gratuite, la réussite scolaire est aussi liée à des paramètres sociaux dont les conséquences sont impitoyables. Pour les jeunes qui suivent difficilement, et donc peinent à s'intégrer, l'univers scolaire apparaît toujours comme une souffrance. Par ailleurs, l'activité économique est peu porteuse d'emplois et beaucoup de jeunes français attendent de longues années avant de s'intégrer dans le marché du travail. Leur taux de chômage est de 24% contre 9% pour la population active. Cependant l'idée d'un conflit de génération ne traverse pas leur esprit, et sans hésiter, la solidarité entre les générations pour eux l'emporte. Il est néanmoins de notre devoir d'offrir des perspectives concrètes, tel le tutorat salarié senior/junior (proposition du PS dans le cadre de la réforme des retraites).

Gauthier Vantieghe

Secrétaire de la section Daniel Sérus
Paris 17^e

17^e à gauche !

Journal d'information de la section Daniel Sérus
Parti socialiste du 17^e arrondissement

Directeur de la publication et responsable de la rédaction : Gauthier Vantieghe
Réalisation : Patricia Dybman
Impression : Rapid Flyer, 25 rue de Dunkerque, 59200 Tourcoing
Dépôt légal : Novembre 2010
Numéro ISSN : en cours

GRATUIT - NE PAS JETER SUR LA VOIE PUBLIQUE



« ON NE GAGNE PAS CONTRE LES FRANÇAIS ! »

Tels sont les mots de Martine Aubry pour conclure le désastre social de la réforme des retraites proposée par Sarkozy et votée par sa majorité. Benoist Apparu, Secrétaire d'Etat au Logement UMP, l'a même assumé : cette réforme est une « forme de régression sociale ». Avec l'allongement du nombre d'annuités et le report des limites d'âge, c'est la réforme la plus dure en Europe. Les syndicats et 71% des Français l'ont rejetée. En l'état, elle répond surtout à la demande des agences de notation et des institutions financières. Quelles sont donc leurs légitimités démocratiques ?

Le problème des retraites est avant tout celui de l'emploi. Cette réforme aura donc pour conséquence une fabrique en masse de retraités pauvres, soit un retour aux années 50.

Face à cette régression voulue et assumée par Nicolas Sarkozy, nous martelons notre proposition de **système universel et personnalisé**, qui repose sur 4 piliers :

1. De nouvelles ressources pour assurer l'équilibre du système.

Un exemple : la mise à contribution des revenus du capital sur les bonus et stock-options, le relèvement du forfait sur la participation, l'application de la CSG sur les revenus du capital, l'augmentation de 0,5% de la taxation de la valeur ajoutée.

2. Améliorer l'accès à l'emploi des seniors.

Un exemple : la mise en place d'un mécanisme de bonus-malus par modulation de 1 point de cotisation patronale en fonction de la part des seniors parmi les salariés.

3. La prise en compte de la pénibilité.

Un exemple : la prise en compte de la pénibilité et de son impact sur l'espérance de vie est pour nous prioritaire. Toute période de travail pénible (travail de nuit, port de charges lourdes...) doit bénéficier d'une majoration des annuités.

4. La retraite choisie : un système universel et personnalisé.

Un exemple : le maintien de l'âge légal de départ en retraite à 60 ans est pour les socialistes une exigence. Relever cet âge constituerait une double injustice. Il ferait fi de l'inégalité d'espérance de vie à 60 ans entre ouvriers et cadres (7 ans). Cela ne reviendrait qu'à transformer des retraités en chômeurs et à baisser le niveau de leur pension.

Le mouvement social de grande ampleur qui s'est exprimé sera un marqueur politique fort. Le Parti socialiste ne laissera pas brader le seul patrimoine des Français qui n'en ont pas. 2012 sera le rendez-vous d'une réforme juste des retraites.

Jean-Marc Bombert,
militant de la section PS17

PRÉSIDENTE FRANÇAISE DU G20

Pourquoi M. Sarkozy sera impuissant à résoudre les grands déséquilibres mondiaux.

Depuis la mi-novembre, la France a pris la tête du G20, groupe associant les pays les plus riches de la planète et les pays en voie de développement les plus avancés. M. Sarkozy a l'intention durant cette année de lancer plusieurs réformes de l'économie mondiale. Outre le fait que ce discours présidentiel est le même depuis de nombreux mois, sans jamais être suivi des décisions qui devraient en découler, le Président, par ses propositions, privilégie la sauvegarde d'un système économique dont la dernière crise montre pourtant l'inadéquation avec les enjeux actuels.

En effet, M. Sarkozy juge nécessaire de mettre en place des instruments pour éviter la volatilité des monnaies. Dans la guerre des monnaies que se livrent actuellement la Chine et les Etats-Unis, et dont la zone euro est l'une des principales victimes, M. Sarkozy se trompe d'instance. Il est en effet parfaitement inutile d'amener ce débat dans les discussions du G20 tant que l'Union Européenne ne coordonne pas ses politiques économiques, monétaires et sociales, afin de peser dans les débats internationaux. La priorité aujourd'hui est donc de mettre en place les instruments à l'échelle européenne, qui permettront aux pays membres de la zone Euro de reprendre la main sur la gestion de leur monnaie.



La Nouvelle Donne
**INTERNATIONALE
ET EUROPÉENNE**

Par ailleurs, M. Sarkozy veut améliorer la transparence des prix des matières premières agricoles et approfondir le dialogue entre producteurs et consommateurs pour limiter les fluctuations des cours de l'énergie.

Vouloir régler le problème de la volatilité des cours des matières premières énergétiques et alimentaires dans sa seule dimension économique conduira inmanquablement à l'échec.

Comme l'ont acté les Socialistes lors de leur première Convention en 2010, ce n'est que par la définition d'un nouveau modèle économique, social et environnemental, à l'échelle nationale et globale que nous pourrons régler les grands déséquilibres mondiaux : il est impossible de négliger l'impact environnemental de nos politiques énergétiques, tout comme il est inadmissible que les pays riches continuent de sauvegarder leur sécurité alimentaire au détriment des pays pauvres.

Enfin, M. Sarkozy souhaite créer un secrétariat du G20 et étendre les compétences de ce forum aux questions de développement et de financement du climat. Les Socialistes français, notamment à l'occasion de leur Convention sur l'International, désapprouvent que le G8 et G20 se développent au détriment de l'ONU.

Aussi le PS français souhaite pour sa part voir l'ONU, garante du débat international depuis plus de 60 ans, réformée et renforcée plutôt que de voir se pérenniser ces petits groupes parlant au nom du monde que sont le G20 et a fortiori le G8. C'est aussi pour cette raison que les Socialistes français privilégient la création d'une organisation internationale de l'Environnement, rattachée à l'ONU et qui se chargerait des questions du climat, et pour une accélération de la réalisation, toujours sous l'égide de l'ONU des Objectifs du Millénaire.

Julien Altenburger, militant de la section PS17

[en chiffres]

% **pauvreté**

**150 000
élèves**

hors du système
scolaire sans diplôme
du secondaire par an
et 75 000 jeunes sans
aucun diplôme
(Source : Insee)



diplôme

35 %

des emplois salariés
des 15-29 ans sont soit
temporaires soit aidés
contre 14% pour la
totalité des salariés.
(Source : Sénat)

emploi

jeunes

**1 jeune sur 5
de 16 à 25 ans**

vit en dessous du seuil
de pauvreté (880 €
par mois), contre 13%
de l'ensemble de la
population.
(Source : Sénat)

PROJET DE LOI SUR L'IMMIGRATION : UN TEXTE DE PLUS, UN TEXTE DE TROP

Après un été de la honte, marqué par les dérives anti-républicaines, dans les discours et dans les actes, le projet de loi sur l'immigration, adopté à l'Assemblée Nationale le 12 octobre dernier est fondé sur un mensonge et traduit une volonté du gouvernement de restreindre encore davantage les droits des personnes immigrées.

Mensonge car le texte va bien au delà d'une transposition de directives européennes, prétexte à ce cinquième texte de loi sur l'immigration en 6 ans.

Restriction des droits car le texte va limiter le contrôle du juge des libertés sur des décisions administratives trop souvent irrégulières car prises dans l'urgence et sous la pression d'objectifs chiffrés d'expulsions.

Le texte est un pas de plus dans la réduction de l'Etat de droit, allongeant la durée de la rétention, contrairement aux engagements pris, il y a deux ans à peine ; créant une peine de bannissement; portant atteinte au

**LE TEXTE
VA LIMITER
LE CONTRÔLE
DU JUGE DES
LIBERTÉS SUR
DES DÉCISIONS
ADMINISTRATIVES
SOUVENT
ARBITRAIRES**

droit d'asile avec l'extension des zones d'attente; restreignant le droit au séjour des étrangers malades...

Avec 21 384 reconduites à la frontière, Eric Besson est aujourd'hui davantage ministre des expulsions que de l'immigration, assumant une politique qui a pour conséquence de faire de personnes vivant souvent depuis longtemps en France des sans-papiers, de séparer des familles et d'entacher toute union mixte. Une telle politique est indigne de notre pays, riche des migrations qu'il a toujours connues, riche de sa diversité.

Sandra, militante de la section PS17

ARC EXPRESS / GRAND PARIS

Les Socialistes seront de farouches combattants de la vision élitiste du projet gouvernemental pour les transports publics en Ile-de-France.

Jusqu'au 31 janvier 2011, l'Ile-de-France sera le théâtre d'un vaste débat concernant l'avenir de ses transports. Deux conceptions très différentes du territoire francilien s'affrontent. D'un côté, le projet gouvernemental du Grand Paris dont l'épine dorsale est constituée par un projet de métro, appelé « Le Grand 8 ». De l'autre, un projet porté par le Syndicat des Transports d'Ile-de-France (STIF), par le Conseil Régional et les huit départements franciliens.

Le Grand Paris

Partant du principe (erroné) que la métropole francilienne n'est plus dans la course de la concurrence mondiale, il s'agit de dynamiser la croissance régionale, et par effet d'entraînement la croissance nationale, à partir de pôles économiques spécialisés (finance, transport, culture, nouvelles technologies, recherche scientifique...) répartis sur l'ensemble du territoire. Pour relier ces territoires entre eux un métro automatique sera construit (le Grand 8).

Arc Express et le Plan de Mobilisation

Partant du principe que notre système de transport ne répond plus aux besoins des usagers et que de nouvelles infrastructures devaient être construites pour désengorger le réseau existant, les collectiv-

tés franciliennes ont décidé de parer aux urgences tout en développant un système de transport qui lie tous les territoires entre eux en privilégiant ceux qui sont aujourd'hui mal desservis.

Il ne s'agit pas de construire un système de transports pour quelques privilégiés mais de permettre à tous les Franciliens de se déplacer et ainsi de favoriser le développement économique des territoires franciliens qui seront tous desservis grâce à un mode de transport adapté.

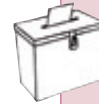


Ce sont les élus de gauche qui ont obtenu la tenue d'un débat public sur les deux projets concurrents de rocade, alors que le Gouvernement voulait initialement passer en force sur le Grand 8.

Pour tous ces projets, le 17^e est directement concerné par la création de

nouvelles stations et par les conséquences du fonctionnement des futures lignes sur le réseau actuel. Les choix sont très lourds : ces projets coûtent plusieurs milliards et engagent les Parisiens et les Franciliens pour longtemps. Que les citoyens du 17^e prennent toute leur part au débat public !

Jérôme Verger militant de la section PS17



EN 2011, LES PRIMAIRES A GAUCHE DANS LE 17^e !

Le PS désignera son (sa) candidat(e) à l'élection présidentielle de 2012 via des « primaires populaires ». En octobre 2011, les Français sympathisants de gauche pourront voter dans près de 15 000 bureaux de vote. Ces primaires se dérouleront comme une élection républicaine.

Pour voter, il faut remplir ces conditions :

- Etre inscrit sur les listes électorales au 31/12/2010
- Signer une déclaration de principe de soutien aux valeurs de gauche
- Verser une cotisation d'1€ minimum

Vérifiez que vous êtes bien sur les listes électorales. Si ce n'est pas le cas, inscrivez-vous à la mairie du 17^e !

Vous souhaitez participer à l'organisation des primaires dans le 17^e ?

Envoyez-nous un e-mail à primairesagauche@ps-paris17.org

L'EMPLOI DES JEUNES : UNE PRIORITE DE LA MAJORITE MUNICIPALE PARISIENNE

Les jeunes qui représentent presque un quart de la population parisienne sont les plus touchés par la crise et le chômage.

C'est pourquoi, depuis plusieurs années, Bertrand Delanoë a développé une politique globale et volontariste, destinée à favoriser leur accès à l'autonomie tant dans leurs projets personnels que professionnels.

Les missions locales parisiennes au cœur de l'insertion professionnelle ont permis d'accompagner 21 000 jeunes en 2009 et la mission Belliard (17^e et 18^e) a initié un programme spécifique pour repérer et aider les « décrocheurs » du système scolaire. Les Antennes Jeunes (Loucheur et Hauts de Malesherbes dans le 17^e) vont développer en 2010 un rôle d'interface des réseaux jeunesse chargés de l'orientation, l'information et de l'accompagnement de projet individuel et collectif pour les 15/25 ans.

La Mairie de Paris développe différents dispositifs spécifiques : « Créajeunes » pour l'aide à la création d'entreprise en direction des jeunes des quartiers en difficulté, forums pour l'emploi, « savoirs pour réussir », école de la 2^e chance, actions de coaching des jeunes diplômés... et prévoit d'employer 600 apprentis.

La Mairie de Paris mène également une politique soutenue en faveur des jeunes résidant dans les quartiers en « politique de la ville » afin de leur réserver un pourcentage conséquent d'emplois aidés, de stages, de contrats d'apprentissage ou de jobs d'été.

Les élus socialistes du 17^e

RENCONTREZ VOS ÉLUS



SUR RDV AU 01 46 27 78 32
ANNICK LÉPETIT

Députée - Adjointe au Maire de Paris
<http://www.annicklepetit.fr/>

Permanence à la Mairie du 17^e

Patrick KLUGMAN
Conseiller de Paris et du 17^e
Tous les 2^e jeudis du mois
de 18 h à 19 h 30

Isabelle GACHET
Conseillère de Paris et du 17^e
Tous les mercredis matin
de 8h30 à 9h30

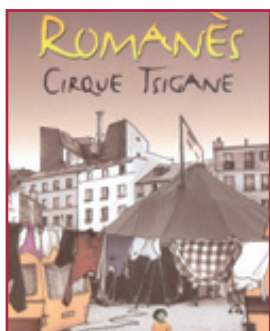
Tous les 1^{ers} samedis du mois
de 10 h à 12 h
<http://isabellegachet.unblog.fr/>

Nadia SALEM Conseillère du 17^e
Tous les 3^{es} samedis du mois
Sabri LABIODH Conseiller du 17^e
Tous les 4^{es} samedis du mois
de 10 h 30 à 12 h

Sur RDV au 01 42 76 51 40

Julien BOUCHER Conseiller du 17^e
Lamine NDAW Conseiller du 17^e
Rémy CADORET Conseiller du 17^e
<http://remycadoret.blogspot.com/>

ALEXIS ROMANÈS « NOUS NE SOMMES PAS UNE MENACE POUR LA REPUBLIQUE ».



Face au square Ste-Odile dans le 17^e, quelques roulottes et voitures - pas de première jeunesse - entourent un chapiteau. Depuis 4 ans, le Cirque Romanès - sur les routes d'Europe le reste de l'année - se pose là l'hiver pour y vivre et présenter ses spectacles, bien loin des clichés véhiculés par M. Hortefeux sur les Tziganes, fraudeurs du fisc, avec grosses cylindrées et luxueuses caravanes.

Fondateur du seul cirque tzigane en Europe avec sa femme Délia, Alexandre Romanès répond à nos questions sur les menaces pesant sur leur cirque et la situation des « nomades » tziganes.

Vous avez déclaré récemment que le Cirque Romanès était menacé. Pourquoi ?

A notre retour de l'exposition universelle de Shanghai où nous étions invités par le Pavillon français pour 12 représentations, nous avons appris que nous étions accusés de travail dissimulé et redevables d'une amende de 19 000 €.

Reconnaissez-vous avoir commis des erreurs ?

Pour mes musiciens bulgares et roumains, toutes les autorisations de travail avaient été faites. Elles nous avaient été accordées avant de nous être retirées. Par contre, j'ignorais qu'il fallait des autorisations spéciales pour l'emploi des enfants. C'est la seule erreur que nous reconnaissons. Depuis, nous avons déposé tous les papiers.

Christophe Girard, adjoint à la Culture de M. Delanoë, a envoyé une lettre au Directeur Général du Travail pour demander « son aide, son humanité, son indulgence » en soulignant « le contexte particulier » de ces suspensions d'autorisations de travail. Qu'en est-il ?

Aujourd'hui, nous n'avons pas de nouvelles, même après avoir rencontré deux responsables importants de ce service. Heureusement, il y a Christophe Girard ! C'est l'un des premiers à nous avoir soutenus. Grâce à lui, nous sommes l'un des rares cirques à pouvoir rentrer dans Paris. Malgré tout, le spectacle continue ! Le 6 novembre, c'est notre nouveau numéro : « Les tziganes tombent du ciel ». Et le 31 décembre, il y aura un grand réveillon tzigane : « Folie tzigane en zone libre ».

Que pensez-vous des dernières mesures gouvernementales prises à l'encontre de la communauté des Gitans et des Tziganes ?

Je ne comprends pas. Nous ne sommes pas une menace pour la République. Je ne connais pas l'existence du fichier dont vous me parlez (NDLR : OSCAR, fichier avec empreintes digitales recensant les étrangers ayant bénéficié de l'aide au retour) mais la discrimination est évidente. Par exemple, étant Français mais nomade, je n'ai pas de carte nationale d'identité mais un carnet de circulation que je dois faire viser régulièrement. Les tribus gitanes et tziganes sont pauvres et aujourd'hui, on préfère faire la guerre aux pauvres que de faire la guerre à la pauvreté.

Propos recueillis par Christian Dailly, militant de la section PS17

LES BRÈVES

16/12/2010 : Débat public de clôture sur le prolongement du RER E au Palais des Congrès

Plus de 10 réunions sont organisées en Ile-de-France jusqu'à la fin de l'année sur le prolongement du RER E. L'enjeu ? Relier l'est et l'ouest parisiens. Le but ? Recueillir l'avis des citoyens avant d'arrêter des projets définitifs et de lancer les opérations.

Jumelage du PS 17^e avec le SPD de Berlin

Du 1^{er} au 3 octobre dernier, Annick Lepetit et une délégation du PS 17^e se sont rendus à Berlin afin de célébrer les 20 ans de la réunification allemande à l'invitation du SPD de l'arrondissement Tempelhof-Schöneberg de Berlin avec lequel il est jumelé depuis 2009.

Sans papiers dans le 17^e, le combat continue !

Quelques avancées en juin grâce à leur lutte et depuis, toujours rien en préfecture. Ne lâchons pas la pression et participons aux apéritifs solidaires deux samedis par mois à 12h en face de la mairie du 17^e.

Réagissez à nos articles courrierdescitoyens@ps-paris17.org

NOUS, SOCIALISTES DU 17^e, SOUHAITONS QUE LA DIRECTION DU TRAVAIL RECONSIDÈRE AVEC BIENVEILLANCE LE DOSSIER ROMANÈS POUR LUI PERMETTRE DE REPRENDRE UNE EXPLOITATION NORMALE. Pour signer la pétition de soutien au Cirque Romanès et avoir toutes les informations : <http://www.cirqueromanes.com>

Participez au débat

la coopol

LA COOPÉRATIVE POLITIQUE

Bulletin d'adhésion

à renvoyer à : Adhésions - Fédération de Paris - 32 rue Alexandre Dumas - 75011 Paris



**Renforcez le Parti socialiste dans le 17^e
REJOIGNEZ-NOUS !**



Section Daniel Sérus
Paris - 17^eème Arrondissement

Nom :
Prénom :
Adresse :
Tél portable :
Tél fixe :
E-mail :

- Je souhaite prendre contact avec le PS 17^e secretaire@ps-paris17.org
- Je souhaite adhérer au Parti Socialiste
- Je souhaite recevoir 17^e à gauche ! par e-mail communication@ps-paris17.org
- Je verse € pour soutenir l'action du PS (chèque à l'ordre de AFPS)

selon les dispositions de la loi du 9 janvier 1955, ces sommes pourront bénéficier d'une réduction d'impôts

Retrouvez-nous sur www.ps-paris17.org